



Budget des dépenses 1996-1997

Partie I

Plan de dépenses du gouvernement
et Points saillants par portefeuille

Les documents budgétaires

Le Budget des dépenses du gouvernement du Canada est divisé en trois parties. Commenant par un aperçu des dépenses totales du gouvernement dans la Partie I, les documents deviennent de plus en plus détaillés. Dans la Partie II, les dépenses sont décrites selon les ministères, les organismes et les programmes. Cette partie renferme aussi le libellé proposé des conditions qui s'appliquent aux pouvoirs de dépenser qu'on demande au Parlement d'accorder. Dans les documents de la Partie III, on fournit des détails supplémentaires sur chacun des ministères ainsi que sur leurs programmes surtout axés sur les résultats attendus en contrepartie de l'argent dépensé.

Les instructions sur la façon de se procurer ces documents se trouvent sur le bon commande qui accompagne la Partie II.

©Ministre des Approvisionnements et Services Canada Canada 1996

En vente au Canada par l'entremise de

votre libraire local

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue No. BT31-2/1997-I
ISBN 0-660-59971-6

Budget des dépenses 1996-1997

Partie I

Plan de dépenses du gouvernement et Points saillants par portefeuille

CECI EST UNE PAGE BLANCHE DANS LE DOCUMENT
IMPRIMÉ

Table des matières

Préface	6
Chapitre 1	
Aperçu du Plan de dépenses.....	9
Chapitre 2	
Points saillants par portefeuille	17

Préface

Le gouvernement prépare le Budget des dépenses tous les ans afin d'étayer ses demandes d'autorisation de dépenser les fonds publics. Ces demandes se font officiellement sous forme de projets de lois de crédits présentés au Parlement.

Le Budget des dépenses, qui est déposé à la Chambre des communes par le président du Conseil du Trésor, se divise en trois parties :

Partie I — Le Plan de dépenses du gouvernement et les Points saillants par portefeuille;

Partie II — Le Budget des dépenses principal;

Partie III — Les Plans de dépenses des ministères et organismes.

Un nouveau document, intitulé *Détail des dépenses de programmes : profil des dépenses des ministères*, complète cette année le budget et le Budget des dépenses. Ce document regroupe l'information détaillée sur les dépenses de programmes du gouvernement fédéral qui figurait auparavant dans le budget et dans la Partie I du Budget des dépenses.

Tous ces documents, de pair avec les Perspectives et le budget du ministre des Finances, tiennent compte des priorités annuelles du gouvernement en ce qui a trait à la planification budgétaire et à l'affectation des ressources. Combinés avec les résultats financiers qui seront présentés par la suite dans les Comptes publics, ils permettent au Parlement de tenir le gouvernement responsable de la répartition et de la gestion des fonds publics.

La **Partie I** présente une vue d'ensemble des dépenses du gouvernement fédéral. Elle décrit les rapports entre le Budget des dépenses et le Plan de dépenses (énoncé dans le budget), résume les principaux éléments du Budget des dépenses principal et souligne les principales variations d'une année à l'autre par ministère, organisme et société d'État.

La **Partie II**, aussi connue sous le nom de «Livre bleu», vient appuyer directement la loi de crédits. Elle renferme une liste détaillée des ressources dont chaque ministère et organisme aura besoin pendant l'exercice à venir pour exécuter les programmes relevant de sa compétence. Ce document fait état des autorisations de dépenses (crédits) ainsi que des montants devant être inclus dans les projets de loi de crédits subséquents que le gouvernement demandera au Parlement d'approuver pour pouvoir effectuer les dépenses prévues.

Les documents de la **Partie III** sont présentés par les ministères et organismes (sauf les sociétés d'État) du gouvernement. Le président du Conseil du Trésor les dépose au Parlement en même temps que les Parties I et II, au nom des ministres responsables des ministères et organismes indiqués à la Partie II. La Partie III est composée de 76 documents qui viennent étoffer la Partie II. Cette année, dans le cadre du projet d'amélioration de l'information présentée

au Parlement, six ministères (à savoir Agriculture, Revenu, Transports, Ressources naturelles, Pêches et Océans et Affaires indiennes et du Nord canadien) ont déposé à titre d'essai une Partie III modifiée comprenant les Perspectives ministérielles, lesquelles font état des décisions prises jusqu'en 1998-1999 en ce qui a trait à la planification et à l'affectation des ressources. Les documents de la Partie III ont une structure modulaire qui fournit un nombre croissant d'informations sur les programmes. Ils donnent des renseignements sur les objectifs, les initiatives, les résultats prévus et les résultats obtenus, et rattache tous ces éléments aux besoins en ressources. On y trouve également des renseignements sur les articles de dépenses, les besoins en ressources humaines, les grands projets d'immobilisations, les subventions et les contributions et le coût net des programmes.

Le Budget des dépenses a pour objet de fournir au Parlement des renseignements sur les autorisations de dépenses budgétaires et de dépenses non budgétaires (prêts, dotations en capital et avances) prévues pour l'exercice 1996-1997. Ces autorisations sont de deux types, à savoir les dépenses votées et les dépenses législatives. Les dépenses votées sont celles que le gouvernement doit faire approuver par le Parlement tous les ans au moyen d'une loi de crédits. Le libellé de chaque crédit et l'autorisation de dépenses s'y rattachant sont présentés dans une annexe à cette loi. Une fois approuvés, le libellé et les montants établissent les conditions dans lesquelles peuvent être effectuées les dépenses. Quant aux autorisations de dépenses législatives, elles sont accordées en permanence par le Parlement dans d'autres lois et ne figurent dans le Budget des dépenses qu'à titre d'information.

Les prévisions de dépenses exposées dans le Budget des dépenses ne correspondent pas à celles dont fait état le Plan de dépenses présenté dans le budget de mars 1996, en raison de la différence fondamentale qui existe entre les deux documents. Le Plan de dépenses indique le montant total que le gouvernement prévoit dépenser au cours d'une année donnée, tandis que le Budget des dépenses fait état des autorisations de dépenses utilisées ou demandées au Parlement au moyen d'une loi de crédits pour mettre en oeuvre le Plan. Le Budget des dépenses principal ne comprend pas les fonds mis de côté dans les réserves du Plan de dépenses pour les dépenses de fonctionnement imprévues ou les postes qui n'ont pas encore été approuvés par le Conseil du Trésor. Ces réserves serviront à pourvoir aux postes qui pourraient être inscrits aux Budgets des dépenses supplémentaires, qui sont déposés au Parlement au cours de l'exercice. De plus, certains éléments des réductions de dépenses prévues et d'autres rajustements ne peuvent être inclus dans le Budget des dépenses du fait qu'ils dépendent de l'adoption d'une nouvelle mesure législative. On s'attend aussi à ce qu'une partie des dépenses autorisées prévues dans le Budget des dépenses ne soit pas utilisée, et cette somme n'est pas incluse dans les prévisions de dépenses budgétaires totales.

Le Budget des dépenses est présenté sur une base consolidée, conformément à la méthode comptable adoptée dans le budget de février 1986 en vertu de laquelle certains comptes à fins déterminées sont intégrés à l'entité comptable du gouvernement du Canada. Pour les besoins de ses rapports financiers sommaires, le gouvernement du Canada fait état des dépenses liées à ces comptes à fins déterminées dans ses dépenses budgétaires, et des recettes de ces comptes dans ses recettes budgétaires. Le plus important de ces comptes est le Compte

d'assurance-chômage. On trouve une liste complète de ces comptes dans le volume I des Comptes publics du Canada.

Chapitre 1

Aperçu du Plan de dépenses

Dépenses budgétaires

Dans son budget de mars 1996, le ministre des Finances a prévu des dépenses budgétaires s'élevant à 156,8 milliards de dollars. De ce montant, 47,8 milliards représentent les frais de la dette publique, et 109 milliards les dépenses de programmes du gouvernement fédéral. Celles-ci sont exposées en détail dans le document intitulé *Détail des dépenses de programmes : profil des dépenses des ministères*.

Budget des dépenses 1996-1997

Le Budget des dépenses présente les prévisions actuelles du gouvernement en ce qui concerne l'utilisation des autorisations de dépenses législatives et fournit des renseignements sur les crédits que le Parlement se verra demander de voter au cours de la première partie de l'exercice 1996-1997.

Voici les principales raisons pour lesquelles le Budget des dépenses diffère des prévisions de dépenses budgétaires totales présentées dans le budget de mars 1996 (voir le tableau 1.1) :

- Un certain nombre d'éléments compris dans le budget ne figurent pas dans le Budget des dépenses à cause du moment où sont prises les décisions budgétaires ou parce que leur mise en oeuvre dépend de l'adoption d'une mesure législative distincte. Ces rajustements, qui totalisent environ -1 361 millions de dollars, sont exposés en détail au tableau 1.2.
- Le Budget des dépenses ne comprend pas les fonds mis de côté dans les réserves du Plan de dépenses pour les dépenses de fonctionnement imprévues ou pour les postes dont l'inscription au Budget des dépenses n'a pas encore été approuvée par le Conseil du Trésor. Ces réserves servent à pourvoir aux postes qui pourront figurer dans les Budgets des dépenses supplémentaires qui seront déposés au Parlement au cours de l'exercice 1996-1997. Elles servent aussi à la réévaluation de l'actif et du passif du gouvernement. La provision pour évaluation permet de comptabiliser les variations de la valeur des prêts et des dotations en capital en cours et de rajuster le passif en fonction des indemnités de départ et des crédits de congé annuel accumulés par les employés et de certains autres programmes législatifs.
- On s'attend à ce que certaines dépenses autorisées dans le Budget des dépenses principal ne soient pas effectuées, et ce pour diverses raisons telles qu'un retard dans la passation des marchés, l'exécution d'un projet de construction retardée par le mauvais temps et la livraison tardive de biens et services commandés. Ces sommes ne sont pas incluses dans les prévisions de dépenses budgétaires totales figurant dans le budget.

Autorisation budgétaires

- Le Budget des dépenses principal renferme à la fois des dépenses législatives, qui ont été autorisées par le Parlement au cours des exercices précédents, et des dépenses votées, qu'il faut faire autoriser par le Parlement chaque année.
- Des 157 milliards de dollars indiqués dans le Budget des dépenses principal de 1996-1997, 111,7 milliards (71 p. 100) représentent des dépenses législatives. Le présent Budget des dépenses vient appuyer la demande que le gouvernement présente au Parlement afin d'obtenir l'autorisation d'affecter les 45,3 milliards de dollars restants aux programmes dont le financement repose sur l'octroi de crédits annuels.
- Le tableau 1.3 présente une ventilation générale du Budget des dépenses principal de 1996-1997 par catégorie de paiement. L'annexe à la fin du présent chapitre renferme des précisions sur «Le budgétaire du Budget des dépenses principal, par catégorie de paiement».
- On trouve une ventilation des dépenses législatives et des dépenses votées au tableau 1.4, intitulé «Dépenses budgétaires prévues par portefeuille».

Tableau 1.3

Budget des dépenses principal de 1996-1997 par catégorie de paiement

	(en millions de dollars)
Paiements de transfert	76 132
Frais de la dette publique	47 800
Autres dépenses de programmes ¹	33 053
Total du Budget des dépenses principal	156 985

1. Incluent les paiements versés aux sociétés d'État et toutes les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital, y compris celles au titre de la défense.

Tableau 1.4**Dépenses budgétaires prévues par portefeuille (1996-1997)**

Portefeuille (en millions de dollars)	Législatives	Votées	Dépenses prévues (non comprises dans le Budget principal)	Dépenses budgétaires totales prévues
Agriculture et Agroalimentaire	1 082	910	332	2 324
Patrimoine canadien	58	2 501	6	2 565
Citoyenneté et Immigration	38	654	6	698
Environnement	38	516	3	557
Finances	69 511	1 636	1	71 148
Pêches et Océans	73	1 250	36	1 359
Affaires étrangères et Commerce international	351	3 094	27	3 472
Gouverneur général	1	9	--	10
Santé	47	1 776	--	1 823
Développement des ressources humaines	22 753	1 586	--	24 339
Affaires indiennes et du Nord canadien	165	4 025	25	4 215
Industrie	251	3 433	317	4 001
Justice	239	506	33	778
Défense nationale	750	9 805	-1	10 554
Revenu national	265	1 939	3	2 207
Ressources naturelles	57	714	--	771
Parlement	82	192	--	274
Conseil privé	40	120	3	163
Travaux publics et Services gouvernementaux	451	3 605	17	4 073
Solliciteur général	316	2 246	25	2 587
Transports	113	1 661	63	1 837
Conseil du Trésor	207	1 225	--	1 432
Anciens combattants	21	1 918	35	1 974
Total des ministères et organismes	96 908	45 322	931	143 161
Comptes à fins déterminées consolidés	14 755	--	-317	14 438
Postes imputés à des exercices antérieurs	--	--	-1 014	-1 014
Autres rajustements non répartis par portefeuille	--	--	215	215
Total des dépenses budgétaires	111 663	45 322	-185	156 800¹

1. Correspond au total indiqué dans le Plan de dépenses présenté dans le budget de mars 1996

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, ceux-ci ayant été arrondis.

Dépenses budgétaires prévues par ministère

On compte un certain nombre de ministères pour lesquels les dépenses prévues diffèrent de celles figurant au Budget des dépenses (voir tableau 1.4). Ces différences s'expliquent comme suit :

Agriculture et Agroalimentaire

- réserves en vue d'élaborer les programmes de protection du revenu agricole et les initiatives d'aide à l'adaptation et de développement rural

Patrimoine canadien

- fonds destinés à des besoins de capitaux et des besoins de fonctionnement additionnels

Citoyenneté et Immigration

- fonds consacrés à l'administration des tarifs mis en application dans le budget de 1995, aux coûts estimatifs liés aux radiations de prêts et aux manques à gagner en intérêts, et à la mise en oeuvre d'une nouvelle loi sur la citoyenneté, sous réserve de l'obtention de la sanction royale

Environnement

- fonds destinés aux coûts d'exploitation et d'entretien du Centre météorologique canadien et à un besoin additionnel de contributions

Finances

- fonds liés aux besoins en matière de vérification environnementale

Pêches et Océans

- fonds destinés à la Stratégie du poisson de fond de l'Atlantique (29 millions de dollars) et au report de capital

Affaires étrangères et Commerce international

- fonds liés à la disposition de biens immobiliers excédentaires d'une valeur de 20 millions de dollars et au report de capital

Affaires indiennes et du Nord canadien

- éventualités pour dépenses de programme

Industrie

- fonds destinés à des initiatives liées au plan d'action «L'innovation : la clé de l'économie moderne», FEDNOR et la Tri-University Meson Facility (49,5 millions de dollars); contributions remboursables (40 millions de dollars); nouveau plan d'investissement des recettes d'Industrie Canada (jusqu'à 15 millions de dollars); report de fonds de 1995-1996 sous forme de contributions à l'exercice 1996-1997 (111,8 millions de dollars), surtout pour gérer les nouveaux besoins de trésorerie du Programme d'infrastructure et des projets FEDNOR; reports similaires pour gérer les nouveaux besoins de trésorerie liés au plan spatial à long terme de l'Agence spatiale canadienne (92,6 millions de dollars)

Justice

- fonds liés à la mise en oeuvre du Programme de contrôle des armes à feu et aux produits des poursuites criminelles (blanchiment d'argent)

Défense nationale

- fonds à la disposition du Conseil privé à l'égard de la Commission d'enquête sur la Somalie

Revenu national

- fonds liés au report de capital et aux coûts d'administration des lois fiscales

Conseil privé

- ressources additionnelles pour les commissions d'enquête

Travaux publics et Services gouvernementaux

- fonds destinés aux locaux, aux baux, aux améliorations aux immobilisations, aux évaluations environnementales et à l'acquittement des coûts liés à la disposition de biens immobiliers excédentaires

Solliciteur général

- fonds destinés à la mise en oeuvre du Programme de contrôle des armes à feu

Transports

- fonds destinés à couvrir les rajustements liés aux programmes de contributions pour l'entretien des autoroutes et au Système de navigation aérienne, ainsi qu'à la mise en oeuvre de la nouvelle Politique maritime nationale

Anciens combattants

- fonds destinés au transfert d'établissements ministériels (hôpitaux, centres de soins prolongés) conformément aux accords applicables

Le budgétaire du Budget des dépenses principal, par catégorie de paiement

en millions de dollars	1995-1996	1996-1997
<i>Dépenses de programmes dans le Budget des dépenses</i>		
Paiements de transfert		
Transferts à d'autres paliers de gouvernement :		
Péréquation	8 870	8 796
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux ¹	16 351	15 047
Gouvernements territoriaux	1 216	1 129
Autres	292	-2 014
<i>Total partiel : transferts à d'autres paliers de gouvernement</i>	26 729	22 958
<i>Transferts aux particuliers :</i>		
Transferts aux personnes âgées		
- Sécurité de la vieillesse	16 024	16 743
- Supplément de revenu garanti	4 694	4 745
- Allocations au conjoint	436	419
<i>Total partiel : transferts aux personnes âgées</i>	21 154	21 907
Assurance-chômage	14 256	14 217
Pensions et allocations aux anciens combattants	1 255	1 222
<i>Total partiel : transferts aux particuliers</i>	36 665	37 346
<i>Autres paiements de transfert et subventions</i>	17 468	15 828
Total : paiements de transfert	80 862	76 132
Paiements aux sociétés d'État		
- Société canadienne d'hypothèques et de logement	2 026	1 973
- Société Radio-Canada	1 065	963
- Autres sociétés d'État	1 437	1 299
Total : paiements aux sociétés d'État	4 528	4 235
Défense nationale²	10 958	10 426
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital non liées à la défense		
- Personnel	12 488	12 510
- Autres dépenses de fonctionnement et en capital	12 234	11 935
<i>Total partiel :</i>	24 722	24 445
moins : recettes à valoir sur le crédit	-6 379	-6 053
Total : dépenses de fonctionnement et dépenses en capital non liées à la défense	18 343	18 392
<i>Dépenses de programmes dans le Budget des dépenses</i>	<i>114 691</i>	<i>109 185</i>
<i>Frais de la dette publique</i>	<i>49 500</i>	<i>47 800</i>
Total du budgétaire du Budget des dépenses principal	164 191	156 985

1. Les chiffres pour 1995-1996 incluent 7 275 millions de dollars pour le Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) et 9 076 millions de dollars pour le Financement des programmes établis (FPE) - Santé, et Enseignement postsecondaire.

2. Chiffres redressés de manière à inclure Protection civile Canada, qui a été intégré à la Défense nationale

Chapitre 2

Points saillants par portefeuille

Introduction

Le présent chapitre résume, par ministère, organisme et société d'État, les principaux changements survenus sur douze mois dans le Budget des dépenses principal.

La section *Tableaux récapitulatifs* présente les postes budgétaires et les postes non budgétaires (prêts, dotations en capital et avances) de tous les ministères, organismes et sociétés d'État.

La section *Détails par portefeuille* fournit des explications sur les ministères, organismes et sociétés d'État qui ont connu des changements importants par rapport à l'année précédente. La somme des changements ne correspond pas nécessairement à la variation nette indiquée dans la paragraphe liminaire, étant donné que seuls les principaux changements sont expliqués.

Tableaux récapitulatifs

Tableau 2.1

Budget des dépenses principal 1996-1997 – Budgétaire

Ministère/organisme	1995-1996	1996-1997	Variation		Variation
	(en milliers de dollars)				%
Affaires étrangères et Commerce international					
Ministère	1 303 576	1 376 683	73 107	*	5,6
Agence canadienne de développement international	1 715 054	1 830 289	115 235	*	6,7
Société pour l'expansion des exportations	148 000	135 000	(13 000)	*	(8,8)
Centre de recherches pour le développement international	96 100	96 100	0		s.o.
Commission mixte internationale	4 458	4 459	1		s.o.
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	2 194	2 184	(10)		(0,5)
Administration du pipe-line du Nord	250	251	1		0,4
Affaires indiennes et du Nord canadien					
Ministère	5 261 684	4 189 214	(1 072 470)	*	(20,4)
Commission canadienne des affaires polaires	1 051	986	(65)		(6,2)
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère	1 762 933	1 989 219	226 286	*	12,8
Commission canadienne du lait	2 468	2 426	(42)		(1,7)
Anciens combattants					
Ministère	1 997 736	1 939 059	(58 677)	*	(2,9)
Citoyenneté et Immigration					
Ministère	592 657	615 001	22 344	*	3,8
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	77 344	76 753	(591)		(0,8)
Conseil du Trésor					
Secrétariat	1 271 416	1 432 346	160 930	*	12,7
Conseil privé					
Ministère	75 431	71 604	(3 827)	*	(5,1)
Centre canadien de gestion	10 848	17 616	6 768	*	62,4
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	3 133	3 115	(18)		(0,6)

* Les principaux changements sont expliqués dans la section «Détails par portefeuille».

Tableau 2.1**Budget des dépenses principal 1996-1997 – Budgétaire**

Ministère/organisme	1995-1996	1996-1997	Variation	Variation
	(en milliers de dollars)			%
Conseil privé (suite)				
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	24 609	23 305	(1 304)	(5,3)
Directeur général des élections	22 684	23 822	1 138	* 5,0
Commissaire aux langues officielles	11 130	10 509	(621)	(5,6)
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	3 279	3 270	(9)	(0,3)
Commission des relations de travail dans la fonction publique	5 953	5 623	(330)	(5,5)
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	1 415	1 403	(12)	(0,8)
Défense nationale				
Ministère	11 080 000	10 555 000	(525 000)	* (4,7)
Protection civile Canada	16 647	0	(16 647)	** s.o.
Développement des ressources humaines				
Ministère	33 548 327	24 326 356	(9 221 971)	* (27,5)
Conseil canadien des relations du travail	9 051	8 805	(246)	(2,7)
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	1 692	1 705	13	0,8
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	2 026	1 770	(256)	(12,6)
Environnement				
Ministère	629 882	546 356	(83 526)	* (13,3)
Agence canadienne d'évaluation environnementale	0	7 992	7 992	* s.o.
Finances				
Ministère	59 400 548	71 087 694	11 687 146	* 19,7
Vérificateur général	51 350	48 988	(2 362)	* (4,6)
Tribunal canadien du commerce extérieur	8 085	7 957	(128)	(1,6)
Bureau du surintendant des institutions financières	2 543	2 538	(5)	(0,2)

* Les principaux changements sont expliqués dans la section «Détails par portefeuille».

** Les ressources ont été intégrées au ministère de la Défense nationale.

Tableau 2.1**Budget des dépenses principal 1996-1997 – Budgétaire**

Ministère/organisme	1995-1996	1996-1997	Variation	Variation
	(en milliers de dollars)			%
Gouverneur général				
Ministère	10 061	9 830	(231)	(2,3)
Industrie				
Ministère	1 269 378	966 909	(302 469)	* (23,8)
Agence de promotion économique du Canada atlantique	371 223	354 951	(16 272)	* (4,4)
Banque de développement du Canada	14 079	13 893	(186)	(1,3)
Agence spatiale canadienne	301 858	226 923	(74 935)	* (24,8)
Tribunal de la concurrence	1 279	1 267	(12)	(0,9)
Commission du droit d'auteur	943	840	(103)	(10,9)
Société d'expansion du Cap-Breton	17 538	11 200	(6 338)	* (36,1)
Bureau fédéral de développement régional (Québec)	471 375	369 234	(102 141)	* (21,7)
Conseil national de recherches du Canada	409 168	407 751	(1 417)	* (0,3)
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	465 574	449 626	(15 948)	* (3,4)
Conseil de recherches en sciences humaines	96 960	91 245	(5 715)	* (5,9)
Conseil canadien des normes	5 264	5 184	(80)	(1,5)
Statistique Canada	288 117	422 896	134 779	* 46,8
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	478 133	361 928	(116 205)	* (24,3)
Justice				
Ministère	447 932	451 633	3 701	* 0,8
Commission canadienne des droits de la personne	16 415	15 717	(698)	(4,3)
Commissaire à la magistrature fédérale	209 541	215 858	6 317	* 3,0
Cour fédérale du Canada	30 969	29 771	(1 198)	(3,9)
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	6 186	6 262	76	1,2
Cour suprême du Canada	15 778	14 496	(1 282)	* (8,1)
Cour canadienne de l'impôt	10 276	10 992	716	7,0

* Les principaux changements sont expliqués dans la section «Détails par portefeuille».

Tableau 2.1**Budget des dépenses principal 1996-1997 – Budgétaire**

Ministère/organisme	1995-1996	1996-1997	Variation	Variation
	(en milliers de dollars)			%
Parlement				
Sénat	42 015	40 713	(1 302)	(3,1)
Chambre des communes	224 100	216 548	(7 552)	*
Bibliothèque du Parlement	15 716	16 954	1 238	*
Patrimoine canadien				
Ministère	966 864	918 030	(48 834)	*
Conseil consultatif sur la situation de la femme	3 026	0	(3 026)	**
Conseil des Arts du Canada	95 882	90 801	(5 081)	*
Société Radio-Canada	1 064 644	963 158	(101 486)	*
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	109 784	91 315	(18 469)	*
Musée canadien des civilisations	46 204	44 100	(2 104)	*
Musée canadien de la nature	24 988	24 145	(843)	
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	21 246	3 271	(17 975)	*
Archives nationales du Canada	58 319	49 827	(8 492)	*
Société du Centre national des Arts	19 308	17 421	(1 887)	
Commission des champs de bataille nationaux	4 802	2 333	(2 469)	*
Commission de la capitale nationale	82 889	76 194	(6 695)	*
Office national du film	75 864	65 184	(10 680)	*
Musée des beaux-arts du Canada	33 411	31 823	(1 588)	
Bibliothèque nationale	34 391	31 548	(2 843)	*
Musée national des sciences et de la technologie	20 559	19 636	(923)	
Commission de la fonction publique	122 573	113 309	(9 264)	*
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	15 216	16 563	1 347	*
Pêches et Océans				
Ministère	896 505	1 323 469	426 964	*

* Les principaux changements sont expliqués dans la section «Détails par portefeuille».

** Les ressources ont été intégrées à la Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice.

Tableau 2.1**Budget des dépenses principal 1996-1997 – Budgétaire**

Ministère/organisme	1995-1996	1996-1997	Variation	Variation	
	(en milliers de dollars)			%	
Ressources naturelles					
Ministère	841 473	522 970	(318 503)	*	(37,9)
Commission de contrôle de l'énergie atomique	41 974	43 923	1 949	*	4,6
Énergie atomique du Canada, Limitée	172 494	174 054	1 560	*	0,9
Office national de l'énergie	30 271	30 117	(154)		(0,5)
Revenu national					
Ministère	2 136 998	2 204 222	67 224	*	3,1
Santé					
Ministère	8 499 777	1 576 849	(6 922 928)	*	(81,4)
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	1 353	1 218	(135)		(10,0)
Conseil de recherches médicales	250 034	242 324	(7 710)	*	(3,1)
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	3 138	2 969	(169)		(5,4)
Solliciteur général					
Ministère	74 301	73 742	(559)		(0,8)
Service canadien du renseignement de sécurité	182 753	165 554	(17 199)		(9,4)
Service correctionnel	1 076 470	1 092 278	15 808	*	1,5
Commission nationale des libérations conditionnelles	25 163	23 855	(1 308)		(5,2)
Bureau de l'enquêteur correctionnel	1 262	1 270	8		0,6
Gendarmerie royale du Canada	1 207 356	1 201 040	(6 316)	*	(0,5)
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	792	788	(4)		(0,5)
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	3 527	3 531	4		0,1
Transports					
Ministère	1 805 192	1 740 956	(64 236)	*	(3,6)
Tribunal de l'aviation civile	905	902	(3)		(0,3)
Administrateur de l'Office du transport du grain	7 932	0	(7 932)	**	s.o.
Office national des transports	709 640	32 007	(677 633)	*	(95,5)

* Les principaux changements sont expliqués dans la section «Détails par portefeuille».

** Les ressources ont été intégrées au ministère des Transports.

Tableau 2.1

Budget des dépenses principal 1996-1997 – Budgétaire

Ministère/organisme	1995-1996	1996-1997	Variation	Variation
	(en milliers de dollars)			%
Travaux publics et Services gouvernementaux				
Ministère	2 187 197	2 058 438	(128 759)	*
Société canadienne d'hypothèques et de logement	2 025 649	1 972 803	(52 846)	*
Société canadienne des postes	14 000	14 000	0	s.o.
Corporation commerciale canadienne	11 859	10 948	(911)	(7,7)
Budgétaire du Budget des dépenses principal	149 373 417	142 230 904	(7 142 513)	(4,8)
Consolidation des comptes à fins déterminées	14 818 000	14 754 600	(63 400)	(0,4)
Total du budgétaire du Budget des dépenses principal	164 191 417	156 985 504	(7 205 913)	(4,4)
Moins: frais de la dette publique	49 500 000	47 800 000	(1 700 000)	(3,4)
Dépenses de programmes dans le Budget des dépenses principal	114 691 417	109 185 504	(5 505 913)	(4,8)

* Les principaux changements sont expliqués dans la section «Détails par portefeuille».

Tableau 2.2**Budget des dépenses principal 1996-1997 – Non budgétaire**

Ministère/organisme	1995-1996	1996-1997	Variation	Variation
	(en milliers de dollars)			%
Affaires étrangères et Commerce international				
Agence canadienne de développement international	14 691	11 202	(3 489) *	(23,7)
Société pour l'expansion des exportations	280 800	309 400	28 600 *	10,2
Affaires indiennes et du Nord canadien				
Ministère	75 503	38 953	(36 550) *	(48,4)
Finances				
Ministère	334 850	283 200	(51 650) *	(15,4)
Industrie				
Ministère	800	800	0	s.o.
Patrimoine canadien				
Ministère	10	10	0	s.o.
Ressources naturelles				
Ministère	66 000	66 000	0	s.o.
Travaux publics et Services gouvernementaux				
Société canadienne d'hypothèques et de logement	(142 300)	(270 900)	(128 600) *	90,4
Total du non budgétaire du Budget des dépenses principal	630 354	438 665	(191 689)	(30,4)

* Les principaux changements sont expliqués dans la section «Détails par portefeuille».

Détails par portefeuille

Affaires étrangères et Commerce international

Ministère

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international s'élève à 1 376,7 millions de dollars, soit une augmentation nette de 73,1 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 63,2 millions de dollars en paiement de la quote-part du Canada pour les Opérations de maintien de la paix des Nations Unies;
- augmentation de 29,1 millions de dollars pour pallier les effets de l'inflation à l'étranger et de la conversion en devises étrangères sur les coûts de fonctionnement à l'étranger;
- augmentation de 9,4 millions de dollars attribuable à l'augmentation de la cotisation du Canada aux organisations internationales;
- augmentation de 5,8 millions de dollars attribuable à l'augmentation de la participation aux coûts du régime d'avantages sociaux des employés;
- diminution de 34,4 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures.

Agence canadienne de développement international

Le Budget des dépenses principal de l'Agence canadienne de développement international s'élève à 1 841,5 millions de dollars, soit une augmentation nette de 111,7 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 108 millions de dollars à l'égard du programme de l'Europe centrale et de l'Est et de l'ancienne Union soviétique;
- augmentation de 11 millions de dollars pour les paiements législatifs aux fonds d'institutions financières internationales;
- diminution de 3 millions de dollars pour les paiements non budgétaires des souscriptions au capital des institutions financières internationales;
- diminution de 2 millions de dollars des dépenses de fonctionnement des programmes d'aide publique au développement.

Société pour l'expansion des exportations

Le Budget des dépenses principal de la Société pour l'expansion des exportations s'élève à 444,4 millions de dollars, ce qui représente une augmentation nette de 15,6 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 151 millions de dollars des prêts non budgétaires potentiels sous les rubriques Chine/EACL (150 millions) et Turquie/EACL (1 million);
- diminution de 74 millions de dollars des prêts non budgétaires spéciaux sous les rubriques Chine/Northern Telecom (32 millions), Roumanie/EACL (38 millions) et Chine (4 millions de dollars);
- diminution de 48,4 millions de dollars résultant d'une augmentation équivalente des remboursements prévus en vertu des ententes de prêts du Compte du Canada;
- diminution de 13 millions de dollars des versements sur les prêts sous le compte budgétaire. Le montant de 1995-1996 incluait des prêts reportés de l'exercice précédent.

Affaires indiennes et du Nord canadien

Ministère

Le Budget des dépenses principal du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien s'élève à 4 228,2 millions de dollars, soit une diminution nette de 1 109 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 128,5 millions de dollars pour les services de soutien des Premières Nations et des Inuit afin de pourvoir aux besoins et aux aspirations de leurs communautés en matière d'autonomie gouvernementale et de développement économique, éducatif, culturel et social; et pour que le Canada s'acquitte de ses obligations législatives et constitutionnelles et de ses responsabilités envers les peuples indiens et inuit;
- augmentation de 25,5 millions de dollars pour le règlement et la mise en oeuvre des revendications territoriales globales et des revendications particulières;
- diminution de 1 216,4 millions de dollars découlant du transfert au ministère des Finances du programme des paiements aux gouvernements territoriaux;
- diminution de 36,5 millions de dollars des prêts suite à une diminution des besoins d'emprunt de la Inuvialuit Regional Corporation;
- diminution de 10,5 millions de dollars dans le Programme des affaires du Nord, suite à une diminution dans le nombre d'ententes de développement économique et à l'achèvement de travaux dans le cadre du programme Travaux d'infrastructure.

Agriculture et Agroalimentaire

Ministère

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire s'élève à 1 989,2 millions de dollars, soit une augmentation nette de 226,3 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 400 millions de dollars pour effectuer le paiement de 1,6 milliard de dollars aux propriétaires fonciers en conséquence de l'élimination de la subvention au transport versée en vertu de la *Loi sur le transport du grain de l'Ouest*;
- augmentation de 8,4 millions de dollars pour les initiatives agricoles découlant de la *Loi sur la protection du revenu agricole*; en particulier, diminution de 137 millions de dollars au titre du Régime d'assurance-revenu brut parce que la plupart des provinces se retirent des programmes d'assurance-revenu et augmentation de 27 millions de dollars pour le Programme d'assurance-récolte à cause de la valeur assurable plus grande fondée sur des prévisions des prix, et augmentations de 104,5 millions de dollars et de 19,6 millions de dollars respectivement pour le Programme complémentaire pour le secteur des productions végétales et le Programme d'innovation agroalimentaire, tous les deux créés en 1995-1996;
- augmentation de 5,9 millions de dollars découlant du transfert de la responsabilité de l'inspection des aliments au détail qui incombait à Industrie Canada;
- diminution de 65,7 millions de dollars à la suite de mesures de réduction des dépenses, y compris 34,2 millions de dollars en subventions pour le lait de transformation;
- diminution de 39,6 millions de dollars attribuable à la création du fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains;
- diminution de 30,7 millions de dollars associée à l'expiration ou aux exigences réduites de divers programmes, y compris des programmes fédéraux-provinciaux à coûts partagés;
- diminution de 24 millions de dollars pour le Programme d'accroissement des liquidités pour la saison agricole 1995-1996;
- diminution nette de 15 millions de dollars en conséquence du transfert à Santé Canada de la responsabilité de la lutte antiparasitaire;
- diminution nette de 14,1 millions de dollars pour les grands projets d'immobilisations en raison principalement de la diminution des coûts prévus de 12,2 millions de dollars pour le projet de laboratoire de Winnipeg (réalisé conjointement avec Santé Canada);
- diminution de 10 millions de dollars à l'égard des défauts de paiement prévus dans le cadre de la *Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies* en raison d'une meilleure administration des garanties d'emprunt.

Anciens combattants

Ministère

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du ministère des Anciens combattants est de 1 939,1 millions de dollars, soit une diminution nette de 58,7 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation nette de 7,4 millions de dollars due à l'indexation sur l'inflation des pensions d'invalidité, prévue dans la loi;
- diminution nette de 40,3 millions de dollars des allocations d'anciens combattants due à la baisse du nombre de clients admissibles;
- diminution nette de 13,9 millions de dollars des contributions en capital aux provinces conformément à des accords de transfert des institutions du ministère;
- diminution nette de 6 millions de dollars dans les services de santé achetés, grâce à des mesures d'efficacité et à l'amélioration de la prestation aux clients;
- diminution de 5,5 millions de dollars dans le programme pour l'autonomie des anciens combattants, en raison de l'accent mis sur les besoins des clients.

Citoyenneté et Immigration

Ministère

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration s'établit à 615 millions de dollars, ce qui représente une augmentation nette de 22,3 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 15 millions de dollars en ressources supplémentaires affectées au Programme fédéral de services de santé provisoires;
- augmentation de 8,6 millions de dollars en ressources supplémentaires nécessaires à la restructuration des procédés administratifs et aux investissements technologiques;
- augmentation de 8,1 millions de dollars en ressources supplémentaires requises pour l'exécution et la promotion de la citoyenneté;
- diminution de 5 millions de dollars du niveau des ressources affectées au Système de traitement informatisé des dossiers d'immigration maintenant installé;
- diminution de 4,1 millions de dollars des ressources affectées au projet relatif aux installations de l'administration centrale en raison de l'achèvement de ce projet;
- diminution de 3,3 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures.

Conseil du Trésor

Secrétariat

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du Secrétariat du Conseil du Trésor est de 1 432,3 millions de dollars, soit une augmentation nette de 160,9 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 200 millions de dollars pour les cotisations en vertu de la nouvelle *Loi sur les régimes de retraite particuliers* liée au Programme d'encouragement à la retraite anticipée;
- augmentation de 10 millions de dollars pour la création d'un crédit central, pour aider les ministères à supporter le coût du recyclage des employés qui sont ou qui seront déclarés excédentaires;
- diminution de 44,2 millions de dollars en raison de la baisse des primes d'assurance prévues par le Programme de cotisation aux régimes d'assurance;
- diminution de 4,9 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures.

Conseil privé

Ministère

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du Conseil privé s'élève à 71,6 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 3,8 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 5 millions de dollars pour la gestion de questions liées aux relations fédérales-provinciales;
- augmentation de 0,5 million de dollars due à la hausse de la part du financement des avantages sociaux des employés;
- diminution de 6,4 millions de dollars des besoins des commissions d'enquête;
- diminution de 2,9 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures.

Centre canadien de gestion

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du Centre canadien de gestion s'élève à 17,6 millions de dollars, ce qui représente une augmentation nette de 6,8 millions de dollars. La principale augmentation se chiffre à 6,8 millions de dollars et découle principalement d'une nouvelle méthode de comptabilisation des recettes entrant en vigueur en 1996-1997.

Directeur général des élections

Le budgétaire du Budget des dépenses principal d'Élections Canada s'élève à 23,8 millions de dollars, ce qui représente une augmentation nette de 1,1 million de dollars. La principale augmentation de 1,2 million de dollars est liée à la formation de directeurs du scrutin nouvellement nommés.

Défense nationale

Ministère

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du ministère de la Défense nationale s'élève à 10 555 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 525 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 15 millions de dollars liée au transfert de la Protection civile Canada à la Défense nationale;
- augmentation de 3 millions de dollars en raison d'une hausse de la part des coûts liés aux avantages sociaux des employés;
- diminution de 235 millions de dollars suite à la réduction de l'effectif;
- diminution de 190 millions de dollars des dépenses d'immobilisations;
- diminution de 116 millions de dollars d'autres dépenses de fonctionnement;
- diminution de 2 millions de dollars des subventions et contributions, consécutive à la baisse des contributions à l'OTAN.

Développement des ressources humaines

Ministère

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du ministère du Développement des ressources humaines est de 24 326,4 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 9 222 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 753 millions de dollars pour les programmes législatifs de sécurité du revenu – Sécurité de la vieillesse, Supplément de revenu garanti et Allocation de conjoint;

- augmentation de 122 millions de dollars attribuable aux versements découlant des exemptions d'intérêts, aux primes de risque destinées aux prêteurs et aux compensations versées au Québec et aux Territoires du Nord-Ouest en vertu du Programme canadien de prêts aux étudiants;
- augmentation de 33,4 millions de dollars visant à financer le remaniement de la technologie par l'entremise de Vision de la prestation des services, initiative qui a pour but d'améliorer les services fournis aux Canadiens;
- augmentation de 32 millions de dollars en vue de financer l'initiative des Services de garde à l'intention des Premières nations et des Inuit (26 millions de dollars), qui permet d'aménager de nouvelles places en garderie dans les collectivités autochtones et de moderniser les locaux, et Visions de la garde d'enfants (6 millions de dollars), qui vise à favoriser l'innovation en matière de garde d'enfants;
- diminution de 9 460 millions de dollars en raison du non-renouvellement de deux programmes de transferts provinciaux : le Régime d'assistance publique du Canada et le Financement des programmes établis - enseignement postsecondaire. Dans le budget de 1995, on avait annoncé que ces programmes seraient remplacés en 1996-1997 par le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS). Le TCSPS est administré par le ministère des Finances;
- diminution de 471,6 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures;
- diminution de 84,8 millions de dollars à l'égard de la Stratégie du poisson de fond de l'Atlantique découlant de l'expiration de la période d'admissibilité de certains participants aux prestations de soutien du revenu;
- diminution de 61,7 millions de dollars résultant des économies réalisées par l'entremise des activités d'enquête et de contrôle de l'assurance-chômage;
- diminution de 54,5 millions de dollars liée au programme Développement des collectivités qui a été réparti entre Industrie Canada (12,1 millions), l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (9,5 millions), le Bureau fédéral de développement régional – Québec (13,8 millions), Diversification de l'économie de l'Ouest canadien (18,2 millions), de même que suite aux changements du Programme des paiements de transfert aux gouvernement territoriaux (0,9 million);
- diminution de 32,6 millions de dollars découlant du Projet de remaniement des Programmes de la sécurité du revenu, une initiative importante de restructuration axée sur l'accroissement de l'efficacité et la rentabilité des activités ainsi que sur l'amélioration des services à la clientèle.

Environnement

Ministère

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du ministère de l'Environnement s'élève à 546,4 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 83,5 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 3,8 millions de dollars en raison de la hausse de la part des coûts liés aux avantages sociaux des employés;
- augmentation de 2,2 millions de dollars pour de nouvelles initiatives telles que la Stratégie pour l'industrie canadienne de l'environnement, la Stratégie nationale en matière de biotechnologie et le règlement des revendications territoriales du Conseil des Indiens du Yukon;
- diminution de 78,2 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures, dont 54,6 millions de dollars découlent de l'Examen des programmes à Environnement Canada et 0,4 million de réductions à l'Agence canadienne d'évaluation environnementale; 23,2 millions proviennent d'une diminution des besoins liés à divers programmes dont le Plan d'action des Grands Lacs et l'Entente Canada-Nouvelle-Écosse sur le développement durable;
- diminution de 8 millions de dollars reliée à un transfert de fonds pour la création de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale;
- diminution nette de 3,3 millions de dollars reliée à un transfert de fonds à Santé Canada pour la création de l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire.

Agence canadienne d'évaluation environnementale

Le budgétaire du Budget des dépenses principal de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale s'élève à 8 millions de dollars. Cette augmentation de 8 millions de dollars est attribuable à la création de l'Agence à partir des ressources du ministère de l'Environnement.

Finances

Ministère

Le Budget des dépenses principal du ministère des Finances s'élève à 71 370,9 millions de dollars, ce qui représente une augmentation nette de 11 635,5 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 15 047 millions de dollars en raison de l'établissement du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux, lequel comprend des paiements de transfert dont il était jusqu'à maintenant fait état dans les portefeuilles de la Santé et du Développement des ressources humaines;
- augmentation de 1 129 millions de dollars résultant du transfert du Programme de paiements de transfert aux gouvernements territoriaux, qui relevait des Affaires indiennes et du Nord canadien, à un taux conforme à la décision annoncée dans le budget de 1995 de réduire de 5 p.100 la base de dépenses brutes;
- augmentation de 24 millions de dollars pour la production des pièces de monnaie canadiennes;
- diminution de 2 031 millions de dollars résultant de l'augmentation des recouvrements suite à l'établissement des paiements de remplacement au titre des programmes permanents. Ces paiements représentent la valeur de l'abattement du Québec au titre du Financement des programmes établis (EPF) et du Régime d'assistance publique du Canada (RAPC). En 1996-1997, les paiements de remplacement figurent pour la première fois dans le Budget des dépenses principal comme un article distinct, alors qu'auparavant ils étaient soustraits pour obtenir les montants nets affichés à l'égard du FPE et du RAPC;
- diminution de 1 700 millions de dollars des coûts liés à l'intérêt et au service de la dette publique;
- diminution de 429 millions de dollars des paiements budgétaires à diverses institutions financières internationales;
- diminution de 263 millions en raison de la cessation des paiements en vertu de la *Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique*;
- diminution de 74 millions de dollars des paiements de péréquation aux provinces;
- diminution de 27 millions de dollars des paiements non budgétaires à diverses institutions financières internationales;
- diminution de 25 millions de dollars pour financer la participation en capital du Canada dans le projet Hibernia;
- diminution de 12 millions de dollars résultant du recouvrement accru des allocations aux jeunes;
- diminution de 4 million de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures.

Vérificateur général

Le budgétaire du Budget de dépenses principal du Bureau du vérificateur général s'élève à 49 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 2,4 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 0,5 million de dollars pour les examens spéciaux des sociétés d'État;
- augmentation de 0,4 million de dollars en raison d'une hausse du partage des coûts liés aux avantages sociaux des employés;
- diminution de 3,3 millions de dollars découlant principalement de la participation volontaire du Bureau aux mesures générales de réduction des dépenses.

Industrie

Ministère

Le Budget des dépenses principal du ministère de l'Industrie est de 967,7 millions de dollars, soit une diminution nette de 302,5 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 74,5 millions de dollars résultant d'initiatives énoncées dans le document du gouvernement fédéral intitulé *L'innovation : La clé de l'économie moderne*, notamment le Réseau scolaire canadien, le Réseau canadien pour l'avancement de la recherche, de l'industrie et de l'enseignement, phase II (CANARIE), la Commission canadienne du tourisme, les Centres des services aux entreprises du Canada (CSEC) et le Plan d'investissement communautaire du Canada (PICC);
- augmentation de 27,8 millions de dollars attribuable aux rajustements effectués au sein des programmes existants, rajustements ayant trait notamment à *Loi sur les prêts aux petites entreprises*, à l'Union internationale des télécommunications, et aux ressources additionnelles nécessaires en vertu des programmes de départ des employés;
- augmentation de 12,1 millions de dollars résultant du transfert du programme Développement des collectivités, qui relevait de Développement des ressources humaines;
- diminution de 211,8 millions de dollars par suite de la réduction des activités ontariennes dans le cadre du programme Travaux d'infrastructure Canada;
- diminution de 77,5 millions de dollars découlant de rajustements aux programmes existants, de la temporarisation de certaines initiatives, et de recettes à faire valoir sur le crédit;

- diminution de 66,3 millions de dollars résultant du ralentissement des activités liées aux grands projets en immobilisations MSAT et Techsource;
- diminution de 55 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures;
- diminution de 6,3 millions de dollars résultant des transferts suivants : l'inspection des aliments au détail à Agriculture et Agroalimentaire, l'administration de la *Loi sur la cession du droit au remboursement en matière d'impôt* à Revenu Canada et les fonds destinés aux Jeux panaméricains à Patrimoine canadien.

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Le budgétaire du Budget des dépenses principal de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique s'élève à 355 millions de dollars, soit une diminution nette de 16,3 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 15 millions de dollars pour le Programme de développement des entreprises et pour le Programme de Coopération;
- augmentation de 9.5 millions de dollars pour le transfert du programme Développement des collectivités, qui relevait de Développement des ressources humaines;
- augmentation de 7 millions de dollars liée à l'initiative de réaménagement des régions de Borden et de Cap-Tourmentin;
- diminution de 47 millions de dollars résultant du ralentissement des activités du programme Travaux d'infrastructure Canada.

Agence spatiale canadienne

Le budgétaire du Budget des dépenses principal de l'Agence spatiale canadienne s'élève à 226,9 millions de dollars, soit une diminution nette de 74,9 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- diminution de 51 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures;
- diminution de 22 millions de dollars découlant de l'achèvement de la construction, de la mise à l'essai et du lancement de RADARSAT I;
- diminution de 3 millions de dollars résultant de l'achèvement de la construction du Centre spatial à Saint-Hubert.

Société d'expansion du Cap-Breton

Le budgétaire du Budget des dépenses principal de la Société d'expansion du Cap-Breton s'élève à 11,2 millions de dollars, soit une diminution nette de 6,3 millions. Cette réduction résulte du fait que la Société ait eu auparavant une augmentation ponctuelle de financement provenant de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique pour s'attaquer au taux de chômage élevé du Cap-Breton.

Bureau fédéral de développement régional – Québec

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du Bureau fédéral de développement régional (Québec) s'élève à 369,2 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 102,1 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 22 millions de dollars pour les obligations législatives découlant de la *Loi sur les prêts aux petites entreprises*;
- augmentation de 13,8 millions de dollars attribuable au transfert du Programme de développement des collectivités, qui relevait de Développement des ressources humaines Canada;
- augmentation de 7,6 millions de dollars découlant de deux nouveaux programmes, soit le Fonds spécial de développement et d'adaptation économique des communautés de pêche du Québec et le Programme Innovation, Développement de l'Entrepreneurship et Exportations (IDÉE) destiné aux petites et moyennes entreprises;
- diminution de 102,4 millions de dollars en raison du ralentissement des activités des Travaux d'infrastructure Canada;
- diminution de 24,2 millions de dollars attribuable à l'expiration et aux exigences réduites d'un certain nombre de programmes;
- diminution de 19 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures.

Conseil national de recherches du Canada

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du Conseil national de recherches du Canada s'élève à 407,8 millions de dollars, soit une diminution nette de 1,4 million de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 2,3 millions de dollars en raison de l'accroissement de la part des coûts liés aux avantages sociaux des employés;
- diminution de 4 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures.

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie s'élève à 449,6 millions de dollars, soit une diminution nette de 15,9 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 1,3 million de dollars pour la phase II du Programme des réseaux des centres d'excellence;
- diminution de 17 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures.

Conseil de recherches en sciences humaines

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du Conseil de recherches en sciences humaines s'élève à 91,2 millions de dollars, soit une diminution nette de 5,7 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 3,9 millions de dollars pour la phase II du Programme des réseaux des centres d'excellence;
- diminution de 9,9 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures.

Statistique Canada

Le budgétaire du Budget des dépenses principal de Statistique Canada s'élève à 422,9 millions de dollars, soit une augmentation nette de 134,8 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 131,8 millions de dollars pour les recensements de la population et de l'agriculture de 1996;
- augmentation de 7,5 millions de dollars pour trois programmes principaux liés respectivement à la sauvegarde des programmes statistiques essentiels, à l'enquête sur les dépenses des familles et aux lacunes du programme de statistiques, ainsi que pour divers rajustements;
- augmentation de 3,2 millions de dollars en raison d'une hausse de la part des coûts liés aux avantages sociaux des employés;
- diminution de 6,4 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures;
- diminution de 1,3 million de dollars en raison de l'achèvement du recensement de la population de 1991.

Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien s'élève à 361,9 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 116,2 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 55 millions de dollars pour le remboursement des contributions remboursables;
- augmentation de 18,2 millions de dollars découlant du transfert du programme Développement des collectivités, qui relevait de Développement des ressources humaines Canada;
- augmentation de 17,4 millions de dollars pour le report de fonds périmés en subventions et contributions de 1995-1996 à 1996-1997;
- augmentation de 7 millions de dollars pour les obligations législatives découlant de la *Loi sur les prêts aux petites entreprises*;
- augmentation de 8,9 millions de dollars pour le financement des ententes de partenariat et des Centres de services aux entreprises du Canada;
- augmentation de 1,5 million de dollars en vue de la construction et de l'exploitation d'un port pour petits bateaux sur l'Île South Moresby (Colombie-Britannique);
- diminution de 135,2 millions de dollars découlant du ralentissement des activités des Travaux d'Infrastructure Canada;
- diminution de 86,9 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures;
- diminution de 2 millions de dollars de la contribution à Patrimoine canadien pour les Jeux panaméricains.

Justice

Ministère

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du ministère de la Justice s'élève à 451,6 millions de dollars, soit une augmentation nette de 3,7 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 19,9 millions de dollars au titre de l'administration du Fonds des poursuites en matière de drogues, dont en transfert de 10 millions de dollars de Santé Canada;

- augmentation de 3,9 millions de dollars à l'égard du Programme de contrôle des armes à feu (y compris le report à 1996-1997 de fonds de 3,6 millions de dollars non requis en 1995-1996);
- diminution de 8,3 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures;
- diminution de 5 millions de dollars découlant de la diminution des besoins liés à la mise en oeuvre du programme de gestion de l'information du Ministère;
- diminution de 5 millions de dollars pour l'initiative Justice autochtone.

Commissaire à la magistrature fédérale

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du Bureau du Commissaire à la magistrature fédérale est de 215,9 millions de dollars, soit une augmentation nette de 6,3 millions de dollars. La principale augmentation de 6,7 millions de dollars pour les salaires, les indemnités et les pensions des juges s'explique par l'accroissement du nombre des nominations de même qu'une hausse de la moyenne générale des pensions versées aux bénéficiaires conformément à la *Loi sur les juges*.

Cour suprême du Canada

Le budgétaire du Budget des dépenses principal de la Cour suprême du Canada est de 14,5 millions de dollars, soit une diminution nette de 1,3 million de dollars. La principale diminution de 1 million de dollars s'explique par la conclusion des travaux, en 1995, de la Septième conférence internationale des juges de cours d'appel et de ceux de la Sixième conférence des juges en chef du Commonwealth.

Parlement

Chambre des communes

Le budgétaire du Budget des dépenses principal de la Chambre des communes s'élève à 216,5 millions de dollars, soit une diminution nette de 7,6 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 1,5 million de dollars en raison d'une hausse de la part du financement des avantages sociaux des employés;
- diminution de 4,5 millions de dollars des coûts du régime de pension des députés;
- diminution de 1,8 million de dollars en raison de la rationalisation des opérations et de la réduction des frais généraux, conformément au document intitulé «Aperçu de l'ordre des priorités des programmes et des dépenses»;

- diminution de 1,5 million de dollars en raison du transfert du Bureau d'information publique et du Programme des guides parlementaires à la Bibliothèque du Parlement;
- diminution de 1,2 million de dollars en raison du remboursement partiel du coût unique correspondant à la phase III du Projet de modernisation du réseau OASIS.

Bibliothèque du Parlement

Le budgétaire du Budget des dépenses principal de la Bibliothèque du Parlement s'élève à 17 millions de dollars, soit une augmentation nette de 1,2 million de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 1,5 million de dollars due au transfert du Bureau d'information publique et du Programme des guides parlementaires, qui relevaient de la Chambre des communes;
- augmentation de 0,2 million de dollars en raison d'une hausse de la part du financement des avantages sociaux des employés;
- diminution de 0,4 million de dollars en raison principalement de la participation volontaire à des mesures générales de réduction des dépenses;
- diminution de 0,2 million de dollars due au transfert de la Sous-section des systèmes d'information à la Chambre des communes.

Patrimoine canadien

Ministère

Le Budget des dépenses principal du ministère du Patrimoine canadien s'élève à 918 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 48,8 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 9,9 millions de dollars représentant le changement des mouvements de trésorerie liés au programme de la gestion scolaire réalisé dans le cadre de l'activité Langues officielles;
- augmentation de 7,4 millions de dollars pour l'acquisition de terres pour le Parc national des Îles Gulf;
- augmentation de 5,9 millions de dollars pour le financement des Jeux panaméricains qui auront lieu à Winnipeg en 1999;
- augmentation de 3,1 millions de dollars en raison d'un transfert de fonds en provenance du Conseil des Arts du Canada pour les écoles nationales (ballet, cirque, théâtre);

- diminution de 65,4 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures, dont une réduction de 37,3 millions de dollars découlant de l'Examen des programmes et une réduction de 28,1 millions annoncée dans le budget de 1993;
- diminution de 3,5 millions de dollars découlant de la réduction du financement d'initiatives d'infrastructures culturelles prévues dans des ententes conclues avec les gouvernements du Québec et de l'Alberta;
- diminution de 2,6 millions de dollars en raison de l'achèvement du Programme de développement South Moresby de Parcs Canada;
- diminution de 1,9 million de dollars des besoins de liquidités en ce qui concerne le fonds renouvelable Unité d'entreprise (Sources thermales) de Parcs Canada.

Conseil des Arts du Canada

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du Conseil des Arts du Canada s'élève à 90,8 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 5,1 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- diminution de 3,1 millions de dollars à la suite du transfert, à Patrimoine canadien, des contributions annuelles aux écoles nationales;
- diminution de 2 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures.

Société Radio-Canada

Le budgétaire du Budget des dépenses principal de la Société Radio-Canada s'élève à 963,2 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 101,5 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures, dont une réduction de 50 millions annoncée dans le budget de 1993 et une réduction de 52,9 millions prévue suite à des décisions découlant de l'Examen des programmes introduite dans le budget de 1995.

Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne

Le budgétaire du Budget des dépenses principal de la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne s'élève à 91,3 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 18,5 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures.

Musée canadien des civilisations

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du Musée canadien des civilisations s'élève à 44,1 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 2,1 millions de dollars. Le principal changement est une diminution de 2,2 millions de dollars qui découle surtout des initiatives précédentes en matière de réductions.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes s'élève à 3,3 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 18 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- diminution de 16,7 millions de dollars en raison de la décision de recourir à la méthode du crédit net pour certains droits de licence de radiodiffusion;
- diminution de 1,2 million de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures.

Archives nationales du Canada

Le budgétaire du Budget des dépenses principal des Archives nationales du Canada s'élève à 49,8 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 8,5 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- diminution de 4,5 millions de dollars des besoins de liquidités en raison de l'achèvement du projet de locaux des Archives à Gatineau (Québec);
- diminution de 3,6 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures.

Commission des champs de bataille nationaux

Le budgétaire du Budget des dépenses principal de la Commission des champs de bataille nationaux s'élève à 2,3 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 2,5 millions de dollars attribuable à la cessation de subventions provisoires versées à titre gracieux aux municipalités en remplacement d'impôts.

Commission de la capitale nationale

Le budgétaire du Budget des dépenses principal de la Commission de la capitale nationale s'élève à 76,2 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 6,7 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures.

Office national du film

Le budgétaire du Budget des dépenses principal de l'Office national du film s'élève à 65,2 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 10,7 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- diminution de 8,2 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures;
- diminution de 2,5 millions de dollars découlant de la suppression d'un fonds d'investissement spécial.

Bibliothèque nationale

Le budgétaire du Budget des dépenses principal de la Bibliothèque nationale s'élève à 31,5 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 2,8 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- diminution de 1,6 million de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures;
- diminution de 1,1 million de dollars en raison de la temporarisation du projet de modernisation des systèmes de la Bibliothèque nationale.

Commission de la fonction publique

Le budgétaire du Budget des dépenses principal de la Commission de la fonction publique s'élève à 113,3 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 9,3 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 1,1 million de dollars en raison de la hausse de la part des coûts liés aux avantages sociaux des employés;
- augmentation de 1 million de dollars pour le Programme des initiatives de mesures spéciales;
- diminution de 8,5 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures;
- diminution de 1,2 million de dollars liée à la baisse des inscriptions à la formation linguistique.

Le budgétaire du Budget des dépenses principal de Condition féminine Canada - Bureau de la coordonnatrice s'élève à 16,6 millions de dollars, soit une augmentation nette de 1,3 million de dollars attribuable au transfert des fonctions de recherche du Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme.

Pêches et Océans

Ministère

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du ministère des Pêches et des Océans s'élève à 1 323,5 millions de dollars, ce qui représente une augmentation nette de 427 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 548,8 millions de dollars attribuable à l'intégration des opérations et de la flotte de la Garde côtière canadienne au sein du ministère des Pêches et des Océans, suite à l'Examen des programmes. Cette augmentation tient compte des ressources propres à la Garde côtière canadienne (505,8 millions de dollars) et des ressources des services intégrés préalablement fournis à la Garde côtière canadienne par Transports Canada (43 millions de dollars);
- augmentation de 7,5 millions de dollars en raison d'une hausse du partage des coûts liés aux avantages sociaux des employés;
- augmentation de 1,1 million de dollars pour diverses initiatives du Plan vert du Canada;
- diminution de 106,3 millions de dollars attribuable à une variation des liquidités requises pour la Stratégie du poisson de fond de l'Atlantique;
- diminution de 22 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures;
- diminution de 4 millions de dollars attribuable à la fin de l'entente Canada-Nouveau-Brunswick sur le développement économique et régional pour le développement des pêches récréatives.

Ressources naturelles

Ministère

Le Budget des dépenses principal du ministère des Ressources naturelles est de 589 millions de dollars, soit une diminution nette de 318,5 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 4,3 millions de dollars liée à la mise en oeuvre d'accords sur les revendications territoriales des Autochtones;
- augmentation de 3,2 millions de dollars en raison d'une hausse de la part du financement des avantages sociaux des employés;
- augmentation de 2,4 millions de dollars des fonds affectés au Plan vert;
- augmentation de 1,4 million de dollars du financement du Fonds de la Stratégie nationale en matière de biotechnologie;
- diminution de 171,6 millions de dollars en rapport avec le Projet de développement Hibernia, suite au versement final du gouvernement, effectué en octobre 1995;
- diminution de 64,6 millions de dollars dans les accords d'aménagement forestiers et miniers;
- diminution de 59,8 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures;
- diminution de 24 millions de dollars des paiements législatifs résultant de rajustements à Interprovincial Pipeline;
- diminution de 4,6 millions de dollars des fonds pour des grands projets d'immobilisations;
- diminution de 4 millions de dollars des paiements législatifs résultant de rajustements au Fonds Canada-Nouvelle-Écosse de développement extracôtier, au Fonds Canada-Terre-Neuve de développement extracôtier, au Compte Nouvelle-Écosse et au Compte Terre-Neuve des recettes extracôtières.

Commission de contrôle de l'énergie atomique

Le budgétaire du Budget des dépenses principal de la Commission de contrôle de l'énergie atomique s'élève à 43,9 millions de dollars, ce qui représente une augmentation nette de 1,9 million de dollars. L'augmentation est due à l'étude des modèles d'ingénierie du réacteur CANDU 9.

Énergie atomique du Canada limitée

Le budgétaire du Budget des dépenses principal d'Énergie atomique du Canada limitée s'élève à 174,1 millions de dollars, ce qui représente une augmentation nette de 1,6 million de dollars. La principale augmentation de 1,7 million de dollars pour le Programme de recherche et développement nucléaire comprend un rajustement d'indexation du Programme de financement conjoint de R&D du Groupe des Propriétaires de CANDU, selon l'entente de financement.

Revenu national

Ministère

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du ministère du Revenu national s'établit à 2 204,2 millions de dollars, soit une augmentation nette de 67,2 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 42 millions de dollars, représentant le montant du crédit législatif associé au transfert, de Développement des ressources humaines Canada, de la responsabilité et des pouvoirs liés aux allocations spéciales pour enfants;
- augmentation de 27,8 millions de dollars pour mettre en oeuvre une série de mesures annoncées dans le budget de février 1995, comme l'information exigée de l'industrie de la construction, l'élimination du report de l'impôt sur le revenu des sociétés, l'augmentation du taux de l'impôt sur le revenu des sociétés, le changement des plafonds de cotisations aux régimes d'épargne-retraite, les nouvelles exigences de déclaration du revenu concernant les transactions étrangères, l'obligation pour les non-résidents de payer une retenue d'impôt sur les paiements de sécurité de la vieillesse, les changements relatifs au crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental, les abris fiscaux et les stimulants fiscaux pour les films canadiens admissibles;
- augmentation de 22,6 millions de dollars en raison d'une hausse de la part du financement des avantages sociaux des employés;
- augmentation de 19 millions de dollars pour les activités de vérification et de recouvrement;
- augmentation de 9 millions de dollars pour compenser l'augmentation du coût du papier, de l'impression et de la poste;
- augmentation de 8 millions de dollars pour l'administration du volet admissibilité du Programme de prestations fiscales pour enfants et du Programme d'allocations spéciales pour enfants, qui relevaient auparavant de Développement des ressources humaines Canada;
- augmentation de 3 millions de dollars pour le financement d'un grand projet d'immobilisations approuvé pour la rénovation des installations des douanes;

- diminution de 54,5 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures;
- diminution de 5,8 millions des ressources approuvées pour les initiatives de lutte contre la contrebande.

Santé

Ministère

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du ministère de la Santé s'élève à 1 576,8 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 6 922,9 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 55 millions de dollars du financement des programmes d'aide aux enfants, conformément aux priorités du gouvernement, ce qui comprend Grandir Ensemble, l'aide préscolaire aux Autochtones, le Programme canadien de nutrition prénatale et le Programme d'action communautaire pour les enfants;
- augmentation de 21 millions de dollars au titre des Services de santé non assurés des Indiens inscrits et des Inuit et en raison de l'augmentation de la charge de travail dans les programmes de soins de santé des Indiens et des Inuit;
- augmentation de 19 millions de dollars pour la consolidation des ressources et des responsabilités de l'Agence réglementaire de la lutte antiparasitaire;
- augmentation de 9 millions de dollars pour diverses mesures, dont les paiements d'équité salariale aux groupes des soins infirmiers, de nutrition et diététique et de thérapie de groupe; pour le plan d'aménagement stratégique à long terme; et pour les centres d'excellence pour la santé des femmes;
- augmentation de 5 millions de dollars liée aux coûts de construction de l'Hôpital général de Whitehorse;
- diminution de 6 891 millions de dollars en raison de l'abolition des paiements versés aux provinces en vertu de la *Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédérale et les provinces et sur les contributions fédérale en matière d'enseignement post-secondaire et de santé*, dont le remplacement par le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux a été annoncé dans le Budget de 1995 et qui figure dans le Budget des dépenses du ministère des Finances;
- diminution de 35 millions de dollars liée au report des ressources nécessaires aux années ultérieures pour les Stratégies d'amélioration de la santé de la population;
- diminution de 32 millions de dollars pour la mise en place d'initiatives de recouvrement de coûts, principalement pour les activités liées à l'évaluation des médicaments et des dispositifs médicaux;

- diminution de 29 millions de dollars attribuable à la temporisation du financement de plusieurs activités, notamment la Stratégie de réduction de la demande de tabac, les initiatives concernant la violence familiale et autres;
- diminution de 20 millions de dollars attribuable à l'achèvement des travaux de construction des centres de lutte contre la maladie d'Ottawa et de Winnipeg;
- diminution de 15 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures;
- diminution de 10 millions de dollars attribuable au transfert du Fonds des poursuites judiciaires liées aux stupéfiants à Justice Canada.

Conseil de recherches médicales du Canada

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du Conseil de recherches médicales du Canada s'élève à 242,3 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 7,7 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- diminution de 4 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures;
- diminution de 3 millions de dollars attribuable à la temporisation partielle du Programme canadien de technologie et d'analyse du génome.

Solliciteur général

Service correctionnel

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du Service correctionnel du Canada est de 1 092,3 millions de dollars, soit une augmentation nette de 15,8 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 19,8 millions de dollars pour la mise en oeuvre du Plan national en matière d'immobilisations et de logement, y compris diverses mesures liées à la gestion des délinquants;
- augmentation de 7,8 millions de dollars en raison d'une hausse de la part du financement des avantages sociaux des employés;
- augmentation de 5,1 millions de dollars des paiements aux employés en versements d'équité salariale aux groupes de sciences infirmières, ergothérapie et physiothérapie et de sciences domestiques;

- diminution de 9,9 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures;
- diminution de 5,9 millions de dollars des frais de transition liés à l'administration de nouveaux établissements de détention pour les femmes;
- diminution de 1,1 million de dollars des besoins de trésorerie nets pour les opérations du Fonds renouvelable de CORCAN.

Gendarmerie royale du Canada

Le budgétaire du Budget des dépenses principal de la Gendarmerie royale du Canada s'élève à 1 201 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 6,3 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 10,4 millions de dollars pour des rajustements de pensions;
- augmentation de 10 millions de dollars pour la construction d'un nouveau quartier général de division à Edmonton;
- augmentation de 3 millions de dollars pour la prime au bilinguisme;
- diminution de 18,3 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures;
- diminution de 8 millions de dollars résultant de la cessation des opérations de maintien de la paix en Haïti;
- diminution de 3 millions de dollars résultant de la fin du financement du projet de Laboratoire RCN - étape 2.

Transports

Ministère

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du ministère des Transports s'élève à 1 741 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 64,2 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 689 millions de dollars liée au changement dans la comptabilisation des recettes de la taxe sur le transport aérien, qui n'abaissent plus directement les dépenses du ministère;
- augmentation de 78 millions de dollars pour les paiements de transition faits par suite de l'élimination de la *Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique*, et de la *Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes*, annoncée dans le budget de février 1995;

- augmentation de 8 millions de dollars reliée au transfert de l'Office du transport du grain à Transports Canada;
- diminution de 549 millions de dollars résultant du transfert de la Garde côtière canadienne au ministère des Pêches et Océans;
- diminution de 192 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures liées à :
 - l'Examen des programmes, telles que la mise en oeuvre de la politique sur les aéroports nationaux,
 - l'accroissement des recettes, telles que l'adoption de frais de survol annoncés dans le budget de février 1995;
- diminution de 40 millions de dollars pour les paiements à VIA Rail, due principalement aux coupures prévues dans les budgets précédents;
- diminution de 25 millions de dollars pour les paiements à Marine Atlantique, par suite de la rationalisation des niveaux de service (y compris le transfert d'un service à la province de Terre-Neuve), le rééchelonnement des navires, la baisse des frais d'administration et un plus grand recouvrements des coûts;
- diminution de 21 millions de dollars suite au transfert des aéroports Arctique «A» au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest;
- diminution de 4 millions de dollars des paiements aux administrations de pilotage.

Office national des transports

Le budgétaire du Budget des dépenses principal de l'Office national des transports s'élève à 32 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 677,6 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- diminution de 559 millions de dollars des paiements législatifs versés aux compagnies de chemin de fer en vertu de la *Loi sur le transport du grain de l'Ouest*, suite à l'élimination de cette subvention dans le budget de février 1995;
- diminution de 90 millions de dollars des paiements législatifs versés aux compagnies de chemin de fer, maritimes et de camionnage en vertu de la *Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique*, suite à l'élimination de cette subvention dans le budget de février 1995;
- diminution de 13 millions de dollars des paiements législatifs versés aux compagnies de chemin de fer en vertu de la *Loi de 1987 sur les transferts nationaux*, suite à l'élimination de cette subvention;

- diminution de 9 millions de dollars des paiements législatifs versés aux compagnies de chemin de fer, maritime et de camionnage en vertu de la *Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes*, suite à l'élimination de cette subvention dans le budget de février 1995;
- diminution de 5 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures.

Travaux publics et Services gouvernementaux

Ministère

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux s'élève à 2 058,4 millions de dollars, soit une diminution nette de 128,8 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 19 millions de dollars par suite de l'approbation de la Stratégie nationale d'investissement et en raison de changements aux mouvements de trésorerie du projet;
- augmentation de 8 millions de dollars pour les coûts de transition du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction;
- augmentation de 6 millions de dollars au titre d'un crédit de paiement en faveur de la Queens Quay West Land Corporation, aux fins du versement d'une subvention au Harbourfront Centre;
- diminution de 115 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures, telles que les examens de l'efficacité du ministère, la fusion de Travaux publics Canada et d'Approvisionnement et Services Canada, de même que d'autres mesures découlant de la phase I de l'Examen des programmes;
- diminution de 47 millions de dollars au titre du financement, suite à l'annulation du Système de rémunération de la fonction publique et au report d'autres projets à des exercices financiers prochains.

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Le Budget des dépenses principal de la Société canadienne d'hypothèques et de logement s'élève à 1 701,9 millions de dollars, soit une diminution nette de 181,4 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- diminution de 128,6 millions de dollars au titre du financement non budgétaire, en raison de la hausse des remboursements des prêts de la Société;
- diminution de 42,2 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures;
- diminution de 10,6 millions de dollars qui tient compte de la réduction des coûts attribuable à la baisse des taux d'intérêt.